

**ENERGIES > Ségolène Royal a présenté le projet de loi sur la transition énergétique, mercredi. Les empoignades n'auront finalement pas eu lieu. Si la prudence sur la réduction du nucléaire déçoit, le reste de la réforme a reçu des réactions positives, y compris de la part des écologistes.**

Tiphaine Honoré

## Le projet de transition énergétique, un texte plutôt bien accueilli



Les écologistes sont plutôt satisfaits du projet de loi, tout comme les industriels des énergies renouvelables, mais aux antipodes, des ONG comme Greenpeace ne cachent pas leur déception. Voici les principales réactions :

### Les contenus

- EELV: "*Un virage sans précédent*" se félicite le coprésident du groupe écologiste à l'Assemblée, François de Rugy. Cela permet de "*mettre fin au fait qu'EDF fait la politique de l'énergie en France*". Mais "*ce n'est pas facile, on se heurte à des lobbies extrêmement puissants, à des intérêts qui ne veulent pas que ça bouge, qui ont des relais y compris au sein du gouvernement, donc jusqu'au bout il faudra se battre*". La secrétaire nationale d'EELV, Emmanuelle Cosse a quant à elle salué le projet, parlant d'un "*tournant*".

- Nicolas Hulot:

*"C'est un beau moment d'espoir pour la France, un projet qui permet de se mettre en disposition pour entrer dans l'économie de demain, dans l'économie du futur. Il faudra, sur les principales mesures, fixer un délai maximal pour la sortie des décrets d'application, mais aussi sacraliser les moyens financiers dans les projets de loi de finances et mobiliser la fiscalité écologique".*

- Les industriels des énergies renouvelables: Le président du Syndicat des énergies renouvelables, Jean-Louis Bal, "salue un projet de loi qui donne de nouvelles perspectives pour nos filières". France Energie Eolienne "se félicite de nombreuses avancées". Hugues Sartre, responsable communication de **GEO** PLC (entreprise qui accompagne les acteurs publics et privés dans la gestion des programmes d'efficacité énergétique), est "satisfait que le bâtiment soit au cœur du projet. Il y a un gisement d'économie d'énergie à aller chercher".

### Les mécontents

- "Tout ça pour ça?", demande le Réseau action climat (RAC). "Le projet de loi ne répond pas à la commande initiale qui était d'identifier une trajectoire claire et des mesures concrètes pour orienter massivement la France vers les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique".

- Pour le président de Greenpeace France, Jean-François Julliard, le texte présenté par Ségolène Royal "donne les clés de la politique énergétique de la France à EDF".

"Dans ce projet de loi, il manque l'essentiel : la limitation à 40 ans de la durée de fonctionnement des réacteurs nucléaires et la mise en place d'un mécanisme permettant à l'Etat de décider de la fermeture de réacteurs pour des raisons de pilotage de mix énergétique".

### Les mitigés

- L'Association des régions de France juge qu'il s'agit d'un "bon texte qui s'appuie largement sur les Régions", mais "déploie fortement la disparition du service public régional de l'efficacité énergétique qui était pourtant la seule option concrète pour créer un guichet unique offrant une large palette de services, allant du diagnostic initial jusqu'au financement".

- Pour Nicolas Garnier, délégué général de l'association Amorce, qui rassemble 350 collectivités autour de la gestion de l'énergie :

"Il y a quelques bonnes nouvelles comme le doublement du fonds chaleur et le fonds d'emprunt de 5 milliards pour les collectivités, le chèque énergie, mais le mouvement de décentralisation est vraiment décevant"

- L'Union française de l'Electricité, association des professionnels du secteur, salue "l'orientation bas-carbone" mais "rappelle la priorité d'une transition à moindre coût" pour soutenir le pouvoir d'achat des ménages, la compétitivité des entreprises et faciliter le désendettement de la France.